



## APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 001/AONO/C18/CDPM-SM/2025 DU 20 JANVIER 2025

**POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE REVETEMENT EN BETON ARME DE LA BRETELLE ENTREE CHAPELLE CATHOLIQUE DE BATOMBE, ARRONDISSEMENT D'EDEA I<sup>ER</sup>, DEPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME, REGION DU LITTORAL**

### **1 – Objet de l'Appel d'Offres :**

Dans le cadre de l'exécution du Budget Investissement Public du MINEPAT, exercices 2024-2025, le Préfet du Département de la Sanaga Maritime lance pour le compte du Délégué Départemental de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire de la Sanaga Maritime, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour les **travaux de réhabilitation et de revêtement en béton armé de la bretelle Entrée Chapelle Catholique Batombè, Arrondissement d'Edéa Ier, Département de la Sanaga Maritime, Région du Littoral.**

### **2- Consistance des travaux**

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres comprennent :

- Travaux préparatoires,
- Terrassement et chaussée,
- Assainissement – drainage.

### **3.- Allotissement**

Les travaux sont constitués en un (1) lot unique.

### **4.-Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : **soixante-dix-huit mille cent vingt-deux mille cinq cent trente-cinq (78 122 535) francs CFA.**

### **5.-Délai prévisionnel d'exécution**

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux est de trois (03) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

### **6 – Participation et origine**

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais disposant de capacités techniques et financières pour la réalisation des travaux de Bâtiments et de Travaux Publics.

## **7 – Financement :**

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le BIPdu MINEPAT, exercices 2024-2025, sur la ligne d'imputation budgétaire **94 195 05 110000 523511**.

## **8 – Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.



## **9 – Cautionnement provisoire**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré et acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **un million cinq cent soixante-deux mille quatre cent cinquante (1 562 450)** francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

## **10 – Consultation du dossier d'appel d'offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Préfecture d'Edéa (Secrétariat Particulier du Préfet) ou dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué dès publication du présent avis.

## **11 - Acquisition du dossier d'appel d'offres**

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Préfecture d'Edéa, Secrétariat Particulier du Préfet dès publication du présent avis, contre versement d'une somme nonremboursable des frais d'achat du DAO **decent mille (100 000)Francs CFA**, payable à la recette des finances d'Edéa.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement sur le site de l'ARMP. Toutefois, la soumission par voie physique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## **12 – Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, marqués comme tels, devra parvenir au Secrétariat Particulier du Préfet de la Sanaga Maritime sous pli fermé au plus tard **le 19 Février 2025 à 12 heures 00 minutes**, et devra porter la mention :

**"APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE**

**N° 001/AONO/C18/CDPM-SM/2025 DU 20 JANVIER 2025**

**POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE REVETEMENT EN BETON ARME DE LA BRETELLE ENTREE CHAPELLE CATHOLIQUE DE BATOMBE ARRONDISSEMENT D'EDEA I<sup>ER</sup>, DEPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME, REGION DU LITTORAL**

**A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"**

## **13 –Recevabilité des offres**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par l'Autorité contractante :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.



Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable

## **14. Ouverture des plis**

L'ouverture *des plis se fait en un temps* et aura lieu le 19 Février 2025 à partir de 12h 20 minutes par la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics dans la salle de réunion de la Préfecture d'Edéa sise à Edéa.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordés par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel.

## **15 -Critères d'évaluation**

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires.

### **15.1 - Les critères éliminatoires**

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet

de l'offre dusoumissionnaire.

Il s'agit notamment:

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 5/6 des critères essentiels (note technique de qualification des offres techniques);
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- absence d'un des trois volumes ou d'un sous paquet ;
- absence du CCAP et du CCTP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé » ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché.

## **15.2 –Critères essentiels**

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'Appel d'Offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière).
- la méthodologie

Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

## **16.- Attribution**

Le marché est attribué au soumissionnaire le moins disant (TTC) dont l'offre aura été reconnue conforme au Dossier d'Appel d'Offres et remplissant les capacités techniques et financières requises.

## **17.- Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## **18.- Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Délégation Départementale de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du territoire de la Sanaga Maritime, tél : 699 739 127 ou au Secrétariat particulier du Préfet de la Sanaga Maritime, tél : 696 736069.

## **19 - Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques**

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel)aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

**Edéa, le 20 janvier 2025**

Le Préfet du Département de la Sanaga Maritime  
(Autorité Contractante)

### **Ampliations :**

- ARMP/LT ;
- DDEPAT-SM ;
- DDMAP/SM-;
- P/CDPM-SM ;
- Affichage
- Archives/Chrono; .





## OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N° 001/ONIT/C18/DTB/2025 OF 20<sup>TH</sup> JANUARY 2025

**FOR THE REHABILITATION AND REINFORCED CONCRETE COVERING WORKS OF THE BATOMBE CHAPEL ENTRANCE ROAD RAMP, EDEA I SUBDIVISION, SANAGA MARITIME DIVISION, LITTORAL REGION.**

### 1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of the Ministry of Economy, Planning and Regional Development Public Investment Budget, 2024-2025 financial years, the Sanaga Maritime Senior Divisional Officer hereby launches for the Sanaga Maritime Divisional Delegate of Economy, Planning and Regional Development, an open National invitation to tender in emergency procedure for the rehabilitation and reinforced concrete covering works of the Batombè chapel entrance road ramp, Edea I Subdivision, Sanaga Maritime Division, Littoral Region.

### 2. Nature of works

Works comprise especially:

- Preliminary works,
- Earthworks-roadway,
- Sanitation -drainage.

### 3. Allotment

The works are subdivided into one (01) lot.

### 4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **seventy-eight million one hundred and twenty two thousand five hundred and thirty five (78 122 535) francs cfa.**

### 5 Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Delegated Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is three (03) calendar months. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

### 6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to equal terms, to Cameroonian law firms with technical, financial and legal capacity to carry out building construction works.

### 7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by MINEPAT PBI of 2024-2025 financial years, budget head No **94 195 05 110000 523511**.

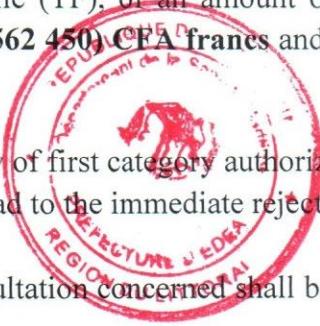
### 8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is offline.

### 9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond and stamped,

issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of **one million five hundred and sixty two thousand four hundred and fifty (1 562 450) CFA francs** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.



The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer.

A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent.

The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

## **10. Consultation of Tender File**

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the Sanaga Maritime Senior Divisional Office (private secretariat) or at the Delegate Project Owner services as soon as this notice is published.

## **11. Acquisition of tender file**

The hard copy of the file may be obtained from the private secretariat of the Sanaga Maritime Senior Divisional Office as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **one hundred thousand (100 000) CFA Francs**, payable at Edéa treasure office.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.

## **12. Submission of bids**

Each bid shall be drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach the private secretariat of the Sanaga Maritime Senior Divisional Office no later than 19 February 2025 at 12 AM and should carry the indication:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE  
Nº 001/ONIT/C18/DTB/2025 OF THE 20<sup>TH</sup> JANUARY 2025.

FOR THE REHABILITATION AND REINFORCED CONCRETE COVERING WORKS OF THE BATOMBÈ CHAPEL ENTRANCE ROAD RAMP, EDEA I SUBDIVISION, SANAGA MARITIME DIVISION, LITTORAL REGION.

**"To be opened only during the bid-opening session"**

## **13. Admissibility of bids**

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

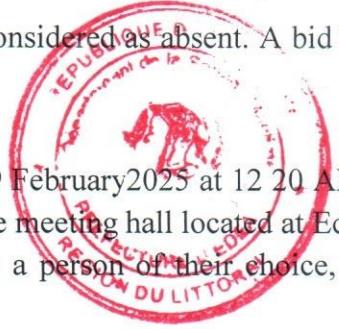
The contracting Authority shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the

Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure.

A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.



## 14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on the 19 February 2025 at 12:20 AM by the Divisional Tenders Board in the Sanaga Maritime senior Divisional office meeting hall located at Edea.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorized, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the bids shall be rejected.

The opening of bids must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender File.

## 15. Evaluation criteria

Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria. No criterion can be eliminatory and essential at the same time.

The aim of these criteria is to identify and reject incomplete offers and substantially not compliant with the conditions laid down in the Tender File, especially with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical offer with the Tender File technical specifications and with the qualification of tenderers.

### 15.1. Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- Absence of bid bond at the opening of bids;
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 5/6 essential criteria (the qualification threshold of technical bids)
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of one of the three volumes or of a sub-package;
- Absence of SCC and TCC initialed on each page and accompanied by the mention "read and approved";
- Absence of integrity charter dated and signed;
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

## **15.2. Essential criteria**

Essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

- Presentation of bid;
- Bidder's references;
- Financial capacity; (Access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);
- Personnel qualification and experience;
- Logistic means,
- Methodology.

The notation system of bids by giving points (marks) shall be prohibited to give way to the binary mode (Yes or No).

## **16. Award of contract**

The Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed.

## **17. Duration of validity of bids**

Bidders shall remain committed to their bids for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

## **18. Further information**

Additional information may be obtained during working hours from the Senior Divisional Officer Private Secretary, phone : 696 736 069 or in the Delegate project Owner services, phone: 699739127.

## **19. Fight against corruption and malpractices**

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 2 0 5 7 25 and 699 37 07 48.

Edea, the 20<sup>th</sup> January 2025

**THE SENIOR DIVISIONAL OFFICER**  
(Contracting Authority)

**CC:**

- ARMP/LT ;
- DDEPAT/SM
- DDMAP/SM ;
- P/DTB ;
- Posting (as public notice) ;
- Archives /Chrono.

